

En Europe, le sort des réfugiés syriens en question

Les partis d'extrême droite ont ouvert dès dimanche le débat politique et juridique sur le renvoi des réfugiés

BERLIN, BRUXELLES MALMO (SUÈDE), VIENNE - correspondants

Les réfugiés syriens qui célébraient dans une ambiance d'euphorie la chute du régime de Bachar Al-Assad, dimanche 8 décembre, se sont réveillés avec la gueule de bois. Dans plusieurs pays européens, l'enthousiasme a rapidement fait place à un débat politique et juridique sur l'opportunité de les renvoyer vers leur pays. Lundi 9 décembre, la France, l'Allemagne, la Norvège, le Danemark, les Pays-Bas, la Belgique, la Suède et la Grèce ont annoncé suspendre l'examen des demandes d'asile en provenance de Syrie. Le Royaume-Uni et la Suisse les ont suivis. Dès le lendemain, le cheikhe est allé jusqu'à annoncer préparer un « programme de rapatriements et d'expulsions » des Syriens ayant déjà obtenu l'asile. Au sein de l'Union européenne (UE), la législation est du ressort de chaque pays.

L'AUTRICHE EST ALLÉE JUSQU'À ANNONCER PRÉPARER UN « PROGRAMME DE RAPATRIEMENTS ET D'EXPULSIONS »

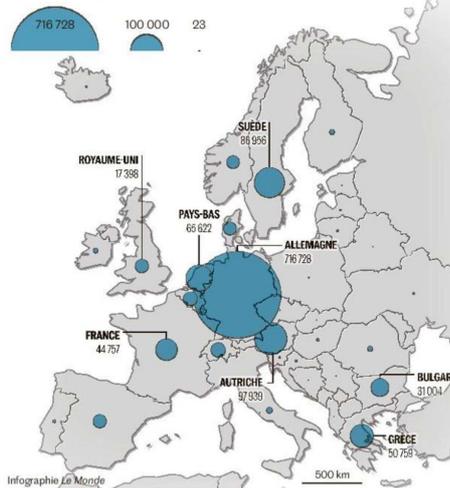
geler l'examen des demandes d'asile en cours « jusqu'à ce que la situation soit plus claire », a indiqué le ministère allemand de l'intérieur, qui envisage aussi de révoquer un statut de protection déjà accordé en fonction de l'évolution de la situation sur place. Quelque 47 270 demandes seraient concernées. Le ministère a également annoncé que la loi, intitulée « confusio » en Syrie rendait les « spéculations » sur un retour des réfugiés « pas sérieuses ».

« La situation sécuritaire en Syrie doit être réévaluée afin de permettre de reprendre les expulsions », avait de son côté jugé le chancelier conservateur autrichien, Karl Nehammer, dès dimanche soir, alors que plus de 95 000 Syriens se sont installés en Autriche depuis 2015. Lundi, Vienne a ensuite annoncé la suspension des 12 000 procédures d'asile en cours de citoyens syriens. Même tonalité en Suède et à Copenhague, ainsi qu'en Grèce, où ont transité de nombreux réfugiés syriens. Le porte-parole du gouvernement grec a dit espérer, à terme, « le retour en toute sécurité des réfugiés » dans leur pays. Plus de 15 000 Syriens détiennent des permis de séjour en Grèce.

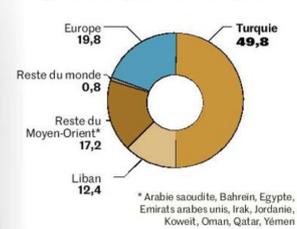
« Nous travaillons sur une suspension des dossiers d'asile en cours provenant de Syrie », a indiqué le ministère de l'intérieur français. L'instruction des demandes d'asile relève de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra), qui n'est toutefois pas placée sous l'autorité de la Place Beauvau. « Nous suivons de manière très attentive la situation en Syrie, très évolutive, et cela peut nous amener à différer certaines décisions, précise le directeur de l'Ofpra, Julien Boucher. « Si les craintes de persécutions invoquées par les demandeurs sont liées au régime Al-Assad, il va falloir se donner un petit peu de recul. »

Politique d'accueil
Environ 700 000 demandes d'asile de Syriens sont en cours d'examen et quelque 45 000 ressortissants syriens bénéficient d'une protection en France, destination assez peu prisée des Syriens depuis le début de la guerre, en 2011. L'Allemagne, qui héberge près de 1 million de Syriens et s'était distinguée, lors de la vague migratoire de 2015-2016, par la générosité de sa politique d'accueil, a cette fois devancé la France de quelques heures. Lundi matin, Berlin a ainsi annoncé son intention de

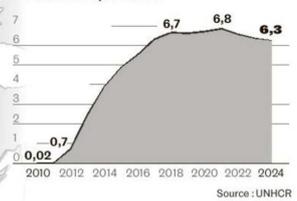
Nombre de réfugiés syriens, au 8 octobre 2024, par pays



Répartition des réfugiés syriens par pays ou région d'accueil, au 8 octobre 2024, en %



Nombre cumulé de réfugiés syriens dans le monde, en millions



cela prendra du temps et les poursuites restent possibles. Beaucoup de Syriens sont là depuis longtemps, certains ont déjà été naturalisés ou ont changé de statut. Leur permis de séjour ne dépend pas de la situation en Syrie. Il n'empêche. Un peu partout en Europe, les partis d'extrême droite se sont emparés du sujet dès dimanche, parfois repris par des partis du centre. « Celui qui célèbre la "Syrie libre" en Allemagne n'a manifestement plus de raison de fuir. Il devrait retourner immédiatement en Syrie », a d'emblée affirmé la candidate du parti d'extrême droite AfD à la chancellerie, Alice Weidel, sur le réseau social X. Lundi, le vice-président de l'Union chrétienne-démocrate (CDU), Jens Spahn, suggérait d'affrêter des avions et de donner aux candidats au départ « une prime de départ de 1 000 euros ». En Autriche, la formation d'extrême droite FPÖ, arrivée en tête aux législatives de septembre en promettant d'expulser les réfugiés syriens en masse, a de-

mandé la « remigration des manifestants », en leur reprochant d'avoir célébré la chute de M. Al-Assad de façon trop bruyante. En Suède, où vivent 200 000 réfugiés syriens, l'extrême droite a, de son côté, réclamé la « révoocation » de leurs titres de séjour. « Nous pouvons commencer par les quelque 45 000 personnes qui n'ont pas la nationalité suédoise », a proposé, sur X, le député des Démocrates de Suède, Tobias Andersson. Près de 100 000 Syriens ont demandé l'asile en Suède entre 2013 et 2015, dont une partie a obtenu, depuis, la nationalité suédoise. Au Danemark, le leader de l'extrême droite, Morten Messerschmidt, chef de file du Parti populaire danois, espère lui aussi que les « 45 121 Syriens » qui vivent dans le pays nordique pourront bientôt rentrer chez eux. « En plus d'aider à la reconstruction du pays, cela permettra d'améliorer les statistiques sur les violés au Danemark », écrit-il sur X. Depuis 2021, les services danois de l'immigra-

tion ont déjà retiré leurs titres de séjour à plusieurs centaines de réfugiés syriens, au prétexte que la sécurité était revenue. Les premiers témoignages recollés auprès des immigrés syriens faisaient néanmoins état d'une grande prudence sur la question du retour. Une étude publiée en 2023 par l'université Radboud, aux Pays-Bas, estimait à moins de 40 % la proportion de Syriens vivant en Allemagne prêts à rentrer dans leur pays, même si celui-ci retrouvait une situation proche de celle d'avant la guerre.

« Incertitudes »
A Bruxelles, il n'est pas question, à ce stade, de formuler des recommandations pour les Etats membres. « Nous estimons que la plupart des réfugiés syriens rêvent de rentrer dans leur pays », souligne Anouar Al Anouï, un porte-parole de la Commission. La situation du pays donne beaucoup d'espoirs (...) mais elle reste également pleine d'incertitudes. ■

Le Pen et Mélenchon rattrapés par leur soutien à Bachar Al-Assad

La responsable RN voyait dans le dictateur un rempart contre le djihadisme ; le leader de LFI, lui, était mû par son anti-impérialisme américain

Il n'y a, au Rassemblement national (RN), qu'une seule voix faisant autorité sur les questions internationales. Elle est restée aphone, lundi 9 décembre, quarante-huit heures après la chute du dictateur syrien Bachar Al-Assad. Marine Le Pen n'a pas réagi publiquement aux événements en Syrie, s'abstenant de commenter le renversement d'un régime que les réseaux d'extrême droite ont toujours soutenu. Comme Jean-Luc Mélenchon, de l'autre côté du spectre politique, la cheffe de file de l'extrême droite a toujours considéré Bachar Al-Assad comme un moindre mal, voire comme un partenaire potentiel. Interrogé par *Le Monde* sur son silence prolongé, Marine Le Pen a argué d'une situation « relativement complexe », se disant « étonnée de la rapidité et l'imprudence de certaines réactions », qu'il s'agisse de celle des autorités françaises ou de ses propres troupes, trop bavardes à son goût. La prési-

dente du groupe RN à l'Assemblée nationale dit n'avoir « jamais soutenu » Bachar Al-Assad, mais assume de l'avoir considéré comme un rempart contre le djihadisme. Et ne croit guère aux promesses du nouveau maître de la Syrie, Ahmed Al-Charaz, de son nom de guerre Abou Mohammed Al-Iouani, qui dirige les forces rebelles. La veille, Jordan Bardella, président du RN, a considéré la chute de Bachar Al-Assad comme « une catastrophe géopolitique », en raison du « risque migratoire » qu'elle ferait courir à l'Europe. Aucun des deux leaders d'extrême droite ne s'est jamais attardé ni sur les souffrances infligées par Bachar Al-Assad à son peuple, ni sur le rôle que son régime a joué dans l'exil de millions de Syriens. Depuis son arrivée à la tête du parti confondateur par son père, Marine Le Pen a toujours regardé les révolutions arabes avec scepticisme, disant préférer « une dictature laïque à une dictature islamiste ». Elle

a très tôt été entourée de conseillers regardant avec bienveillance le régime baasiste, comme le faisait Jean-Marie Le Pen. Certains étaient guidés par leurs liens avec la Russie, comme son ex-député européen Aymeric Chaurade ou l'actuel, Thierry Mariani. D'autres par leurs liens commerciaux avec Bachar Al-Assad.

Constance au RN
Ce fut le cas de Frédéric Chatillon, ami personnel de Marine Le Pen et toujours prestataire du RN, largement enrichi par l'argent du régime syrien dont il assura la propagande politique durant la révolution, et la communication touristique avant cela. Proche de dignitaires baasistes, Frédéric Chatillon voyageait fréquemment en Syrie cependant qu'il jouait un rôle-clé dans les campagnes de Marine Le Pen. En 2021 encore, le député européen Thierry Mariani et le conseiller régional Andréa Kotarac, actuel membre du cabi-

JEAN-LUC MÉLENCHON AVAIT, COMME MARINE LE PEN, MIS EN DOUTE LES ATTAQUES CHIMIQUES MENÉES PAR L'ARMÉE SYRIENNE EN 2018 DANS LA GHOUTA ORIENTALE

net de M^{me} Le Pen, avaient rencontré Bachar Al-Assad, avec qui elle souhaitait une reprise des échanges diplomatiques. La réaction négative de l'extrême droite aux événements de Damas atteste d'une certaine constance. A l'inverse, Jean-Luc Mélenchon, considéré comme un autre soutien de Bachar Al-Assad, a lui-même opéré un virage à 180 degrés. Craignait-il d'être inaudible ? Dimanche, le chef de file de La France insoumise (LFI) s'est « réjoui à

100 % de la chute du régime d'Al-Assad en Syrie », dans un communiqué sur X. A rebours de ses déclarations passées. En février 2016, le leader de LFI avait, par exemple, estimé que Vladimir Poutine allait « régler le problème en Syrie », affirmant que l'autocrate russe combattait l'organisation Etat islamique. En réalité, « 90 % des bombardements russes visaient la zone rebelle », précise Firas Kontar, opposant au régime syrien, auteur de *Syrie, la révolution impossible* (Aldeia, 2023).

M. Mélenchon avait, comme Marine Le Pen, mis en doute les attaques chimiques menées par l'armée syrienne en avril 2018 dans la Ghouta orientale, une banlieue de Damas, selon des révélations de l'Observatoire syrien des droits de l'homme. « Si [le gouvernement français] a ces preuves, qu'il les montre ! », avait-il asséné. En octobre 2019, il avait aussi invité la France à « aider » l'armée syrienne à « défendre son pays contre l'inva-

sion de l'armée d'Erdogan et de leur supplétif jihadiste ». Autant de sorties qui trahissent la ligne politique de Jean-Luc Mélenchon, irriguée par un anti-impérialisme américain viscéral et une hostilité farouche à l'OTAN. Son revirement soudain a suscité une pluie de critiques, à tel point que, lundi, M. Mélenchon a tenté de rectifier le tir dans un post de blog intitulé « Calomnier n'est pas informer ». Lundi, sur France 2, le député européen (Place publique) Raphaël Glucksmann a renvoyé Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon dos à dos : « Entendez les commentaires des gens qui n'ont jamais rien dit pour condamner les crimes de Bachar, qui ont tout fait pour les excuser, même (...). Je les vois aujourd'hui être soudainement très inquiets pour l'avenir de la Syrie ? Ces gens-là devraient avoir honte. » ■

SANDRINE CASSINI ET CLÉMENT GULLOT